

Plateformes électorales : quelle place pour l'éducation?



VINCENT
BEAUCHER
ANALYSE

Collaboration spéciale

Le 7 avril prochain, les Québécois choisiront un gouvernement qui aura comme mandat de faire avancer le Québec au cours des prochaines années. Un pilier pour cet avancement demeure sans contredit l'éducation. Qu'ont à nous proposer les différents partis politiques à cet égard? Certains innovent-ils plus que d'autres? Voici un tour d'horizon de la question en fonction des cinq formations politiques les plus populaires.

La Coalition Avenir Québec

En 2012, la CAQ s'était passablement démarquée des autres partis avec certaines de ses idées en matière d'éducation, dont la mutation des commissions scolaires en centres de services et une hausse possible du salaire des enseignants en échange d'une évaluation de leur « performance ». Si la seconde proposition semble morte au feuillet, la première revient en force, bien qu'elle soit dans l'air du temps depuis l'entrée au pouvoir du Parti québécois. Plus précisément, la CAQ voudrait que les 60 commissions scolaires francophones se transforment en 30 centres de services (aucune diminution pour les neuf commissions scolaires anglophones), lesquels seraient au service des écoles, dont on vise à relever l'autonomie.

La CAQ voudrait également travailler à réduire le décrochage scolaire en investissant plus de 40 M\$ pour embaucher 500 spécialistes, devant assurer un suivi dès le préscolaire, en plus d'ajouter 120 conseillers en orientation dans les écoles. Mieux soutenir la formation professionnelle est une autre proposition de la CAQ. Par contre, sur l'idée qu'il faudrait arrimer davantage l'offre de formation aux besoins du marché, il me semble reconnu que le Québec fait bonne figure à cet égard, dans la mesure où la formation professionnelle a su s'adapter assez rapidement au fil des ans aux demandes des entreprises. Soulignons par ailleurs que la CAQ voudrait réduire, sinon abolir, la taxe

scolaire, un volet de sa volonté de remettre « 1000 \$ dans les poches des familles de classe moyenne ».

Option nationale

Pour les présentes élections, Option nationale est le parti qui propose le plus grand nombre de mesures liées à l'éducation. Sa place dans les intentions de vote lui permet de faire preuve de plus d'audace, ce qui n'est pas forcément peine perdue si l'on considère certaines idées avancées par la CAQ en 2012 et reprises par les gouvernements depuis. Parmi la douzaine de propositions d'Option nationale, il y a tout d'abord celle sur la gratuité complète du réseau scolaire. Celle-ci se ferait avec la mise en place de moyens pour s'assurer la rétention des diplômés, et il y aurait même la possibilité de rembourser rétroactivement un étudiant étranger qui s'établirait au Québec, après ses études ici. Option nationale envisageait également de revoir le financement des institutions privées, surtout si elles sont à vocations confessionnelles, de même que celui du réseau scolaire en général pour qu'il soit plus représentatif de la proportion francophones-anglophones existant au Québec.

Parmi les idées se démarquant le plus, notons un rehaussement de l'âge de l'instruction obligatoire de 16 ans à 18 ans (ou à l'obtention d'un diplôme professionnel), l'instauration d'une période d'éducation physique quotidienne pour tout le préscolaire/primaire et le secondaire, un rapatriement de la caisse d'assurance-chômage pour offrir de la formation à ceux qui perdent leur emploi, de même qu'une offre de stage accrue pour les étudiants inscrits aux DEC techniques et dans des DEP, et aussi le retour des cours d'économie au secondaire.

Le Parti libéral du Québec

Les orientations du PLQ en matière d'éducation sont principalement axées sur la recherche d'économies. En effet, le principal projet du PLQ consiste à réduire la taille du ministère de l'Éducation en y amputant 500 postes sur cinq ans, en réaffectant des fonctionnaires et en ne remplaçant pas les départs à la retraite. Les onze directions régionales du MEELS seraient également abolies (contrairement à la CAQ



ARCHIVES LA TRIBUNE

La lutte au décrochage scolaire fait partie des préoccupations de plusieurs partis politiques dans le cadre de cette campagne électorale 2014.

qui les intégrerait dans les nouveaux centres de services), mais les commissions scolaires seraient épargnées. En tout, le PLQ croit pouvoir transférer près de 200 millions de dollars de l'appareil administratif aux services aux élèves.

Cet argent servirait ainsi à soutenir et étendre l'aide aux devoirs, promouvoir le bénévolat chez les jeunes et favoriser le déploiement des nouvelles technologies. Il existe également une volonté de relancer l'anglais intensif en 6^e année du primaire et aussi de mettre sur pied des stages d'immersion entre les commissions scolaires francophones et anglophones. Relevons également que Philippe Couillard s'est engagé à mettre sur pied un grand forum sur l'intimidation et la cyberintimidation dans les 100 premiers jours d'un mandat (ce forum dépasserait cependant des limites du cadre scolaire). Cela dit, les libéraux ont légitimé en 2012 sur cette question, comme résultat qu'il existe maintenant dans les écoles et les commissions scolaires des procédures officielles pour contrer l'intimidation.

Le Parti québécois

La plateforme électorale du PQ renferme des orientations en matière d'éducation qui rejoignent celle d'autres partis ou encore qui se posent en continuité avec ce qui est

déjà amorcé. Ainsi, il est question de viser la persévérance scolaire, promouvoir la formation professionnelle, valoriser les enseignants, renforcer l'enseignement de l'histoire nationale, faire adopter une politique nationale d'éducation aux adultes en misant sur l'alphabetisation.

Plus spécifiquement en ce qui concerne l'enseignement supérieur, les propositions sont finalement les conclusions et les chantiers du Sommet sur l'enseignement supérieur qui a eu lieu il y a près d'un an. Il est donc question de poursuivre le réinvestissement, de faciliter l'accès aux études supérieures (entre autres pour les étudiants aux parcours atypiques ou vivant en régions), revoir la reddition de compte et la gouvernance des universités, s'assurer de la viabilité des programmes offerts par les cégeps régionaux et finalement soutenir la formation à distance. Dans l'ensemble, il s'agit toutes de mesures pertinentes, mais elles sont peu détaillées par le PQ.

Québec solidaire

Au même titre qu'Option nationale, une des propositions de Québec solidaire concerne la gratuité scolaire du primaire à l'université. On vise évidemment la lutte aux inégalités et au décrochage scolaire, ce qui inclut un plan national d'alphabetisation. Dans un autre ordre

d'idées, le parti voudrait transférer d'ici 2020 le financement des écoles privées aux écoles publiques, tout en permettant aux enseignants du privé et leurs institutions d'intégrer le réseau public. Dans le but d'affirmer le statut du français au Québec, le recours aux écoles passerelles pour aller vers les institutions anglophones serait dorénavant interdit.

En ce qui concerne les études supérieures, le parti considère favoriser l'embauche de plus de 1000 professeurs d'université, améliorer les conditions de travail des chargés de cours, soutenir le réseau des Universités du Québec en région et réinvestir en recherche. De plus, Québec solidaire désire démocratiser la gestion des cégeps et des universités, tout en demandant au Vérificateur général d'en vérifier les livres ponctuellement. Finalement, la création d'une Commission consultative des universités aurait comme mandat d'examiner l'offre globale formation et la compétition entre les institutions.

En conclusion

L'analyse des plateformes électorales des différents partis en ce qui concerne l'éducation permet de mettre en lumière plusieurs points de convergence, que ce soit en lien avec le décrochage scolaire, la formation professionnelle, une certaine décentralisation du réseau scolaire (ce qui implique plus d'autonomie pour les écoles), ou encore le renforcement des institutions d'enseignement supérieur, entre autres. Sur d'autres points, comme l'avenir des commissions scolaires et la gratuité scolaire, les opinions divergent. D'ailleurs, si le PQ prône l'indexation des frais de scolarité à l'université, il est curieux que le PLQ et la CAQ demeurent silencieux sur ce dossier, pourtant toujours d'actualité. Au final, force est de constater que les petits partis sont plus originaux dans leurs propositions. Quant à l'avenir pour notre système d'éducation, le scrutin du 7 avril et les mois à venir nous pisteront sur ce évolution.

Vincent Beaucher (@Vbeaucher) est postdoctorant et chargé de cours en éducation à l'UQTR de même que chargé de cours en éducation à l'UdeS. Pour lire d'autres textes liés à l'éducation, visitez le www.webeducation.ca